

Charte précisant les relations entre l'État et l'Assemblée des Départements de France sur la coopération scientifique et technique

Préambule

La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales prévoit des transferts de compétences de l'État aux collectivités territoriales dans plusieurs domaines du ministère : la route, les aéroports, les ports, les voies navigables, le logement... Cette loi prévoit à ce titre le transfert ou la mise à disposition de services du ministère. Dans ce contexte, le réseau scientifique et technique (RST) du ministère, n'a pas fait l'objet d'une partition, afin de préserver son rôle de passerelle entre la recherche et les applications au service de l'ensemble des décideurs publics pour tous les domaines de l'aménagement. Le RST doit maintenant s'organiser pour répondre aux besoins de l'État et des collectivités territoriales dans leurs différents champs d'intervention.

Les collectivités territoriales et notamment les conseils généraux particulièrement concernés par la mise en oeuvre de la loi du 13 août 2004, ont souhaité être associées au niveau national à l'élaboration des politiques de formation, recherche, innovation, doctrine, conseil et contrôle. Elles souhaitent également qu'un recueil de leurs besoins puisse s'organiser au niveau local, lieu d'expression des besoins d'innovations et d'expérimentation.

Pour sa part, l'État, dans ses fonctions de régulateur de politiques d'aménagement et de transports ou dans ses fonctions d'opérateur a besoin d'un réseau scientifique et technique capable de l'appuyer dans des missions désormais plus pointues et plus complexes.

Dans le cas particulier du domaine routier, la loi relative aux libertés et responsabilités locales, prévoit dans son article 18 que *l'État veille à la cohérence et à l'efficacité du réseau routier dans son ensemble*, et qu'il *veille en particulier au développement et à la diffusion des règles de l'art*.

Le même article l'invite à s'organiser pour permettre aux collectivités territoriales et à leurs groupements, conjointement avec l'État :

- « de définir les programmes de recherche et de développement des savoir-faire techniques dans le domaine routier, sur les réseaux relevant de leur compétence.
- d'être associés à la définition des normes et définitions techniques correspondantes, adaptées à la spécificité de chacun des réseaux. »

La circulaire ministérielle relative aux orientations stratégiques pour le RST du 15 février 2007 fixe comme première orientation l'ouverture accrue du RST aux collectivités territoriales. La charte de coopération scientifique et technique entre l'État, ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables et les départements dans un premier temps en est une déclinaison.

Le premier paragraphe de la présente charte décrit les dispositions générales envisagées. Le second paragraphe précise la déclinaison convenue avec l'Assemblée des Départements de France (ADF) et l'Association des directeurs des services techniques départementaux (ADSTD) de ces dispositions dans le domaine routier. Dès que possible, des avenants à la charte compléteront ces dispositions sur d'autres domaines et avec d'autres partenaires.

I. Dispositions générales

Le travail conjoint entre l'État et les collectivités territoriales s'organise selon plusieurs niveaux :

- au niveau national : un séminaire national annuel discute les orientations générales du réseau scientifique et technique et poursuit la réflexion sur les modalités de pilotage du RST [partagée avec les collectivités] ;
- dans les zones des centres d'études techniques de l'équipement (CETE) : des conférences techniques interdépartementales des transports et de l'aménagement (CoTITA) sont créées afin de permettre l'échange entre techniciens locaux de l'État et des collectivités dans tous les domaines de politiques publiques du ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables (MEDAD).

En outre, dans les domaines techniques qui le justifient :

- des dispositifs centraux spécifiques de pilotage et d'échange d'expérience sont créés ;
- des systèmes de coopération « métiers » sont mis en place à travers des clubs locaux et l'organisation conjointe de journées techniques thématiques ;
- une cohérence nationale est assurée sur certains thèmes.

Le séminaire national annuel du réseau scientifique et technique

Réuni une première fois le 31 janvier 2007, le séminaire national annuel du réseau scientifique et technique rassemble les différentes directions d'administration centrale du ministère et des représentants des collectivités locales : l'assemblée des départements de France, l'association des maires de France, le groupement des autorités responsables de transport, la fondation nationale des agences d'urbanisme. Ce séminaire est le lieu de débat annuel sur les axes de travail du RST. A ce titre, il examine les conditions d'application de la présente charte et peut en proposer des évolutions. Il poursuit également la réflexion sur les modalités de pilotage du RST [partagée avec les collectivités] .

Des conférences techniques interdépartementales des transports et de l'aménagement (CoTITA)

Des conférences techniques interdépartementales des transports et de l'aménagement sont mises en place à l'échelle de chaque CETE. Elles sont co-présidées par le directeur du CETE de la zone et par un membre de l'ADSTD. Leur secrétariat est assuré par le CETE. Elles sont composées de techniciens de l'État et des collectivités et se réunissent une à deux fois par an.

Elles couvrent les différents domaines techniques des transports et de l'aménagement afin d'entretenir une communauté technique publique au niveau local.

Ces conférences ont pour fonction :

- d'exprimer, rassembler et hiérarchiser les besoins locaux des services de l'État et des collectivités afin d'éclairer les parties prenantes à l'orientation de l'activité des organismes du réseau scientifique et technique de l'équipement ;
- de participer au pilotage et à l'évaluation du fonctionnement des clubs « métiers » du niveau local.

Les CoTITA peuvent être l'occasion de rencontres techniques avec des professionnels du secteur privé.

Les CoTITA rendent compte de leurs activités à l'ADF, à l'ADSTD et au MEDAD.

II. Dans le domaine technique routier

Le comité des maîtres d'ouvrages routiers

Il est créé un comité des maîtres d'ouvrages dans les domaines routiers et de la sécurité routière. Ce comité oriente les activités des services techniques centraux concernant la production et la diffusion de l'état de l'art, le développement de compétences particulières et l'activité de normalisation, ainsi que l'animation de la communauté technique

Il est co-présidé par le directeur général des routes et un représentant de l'ADF. Son secrétariat est assuré par le SETRA. Il est composé de trois représentants de l'administration centrale du MEDAD et de trois représentants de l'ADF.

Il se réunit au moins une fois par an.

Le système de coopération « métiers » de niveau local – clubs et journées techniques

Le dispositif repose sur des clubs métiers et des journées techniques.

Les clubs métiers

Des clubs métiers peuvent être créés localement à l'initiative de chaque CoTITA, qui en assure l'animation. Ils permettent de créer des lieux de dialogue afin :

- de partager des préoccupations techniques au niveau local ;
- d'échanger sur les pratiques ;
- de capitaliser des expériences innovantes ;
- de produire des outils adaptés à des besoins locaux particuliers.

Le secrétariat des clubs métiers peut être assuré par le CETE.

Certains clubs métiers sont présents sur tout le territoire national. Ils traitent de problématiques pointues ou de sujets transversaux. Ils font l'objet d'une animation particulière avec une cohérence nationale assurée par les services techniques centraux, par exemple en matière d'ouvrages d'art.

Ils permettent notamment :

- d'entretenir et développer localement la compétence technique ;
- de permettre la diffusion locale des règles de l'art ;
- de contribuer à la production de ces règles de l'art en exprimant des besoins, ou en donnant des avis sur des projets de recommandations techniques.

Les journées techniques

Des journées techniques peuvent être organisées sur un thème particulier, à l'initiative des services techniques centraux ou d'une CoTITA. Elles peuvent être le cadre de rencontres avec les professionnels du secteur privé. Elles pourront être l'occasion de valoriser le travail fait dans les CoTITA ou les clubs métiers.

Fait à Paris, le : 27 SEP. 2007

Le Président de l'Assemblée
des Départements de France



Claudy LEBRETON

Pour le ministre d'Etat,
ministre de l'Ecologie, du Développement
et de l'Aménagement Durables
et par délégation
le Secrétaire Général
Transports et Equipement



Patrick GANDIL